



## Sommaire

1.	Avant-propos	3
2.	Le fonctionnement du CGS	5
3.	La protection de la vie privée	6
4.	Le règlement collectif de dettes	8
5.	La commission d'audit	10
5.1.	Les chemins parcourus	10
5.2.	Chronologie: Consultation entre la commission audit et la CNHB	10
6.	La commission des finances	15
6.1.	Chronologie	15
6.2.	Thématiques	16
6.2.1.	L'exercice financier 2016	16
6.2.2.	L'exercice financier 2017	16
6.2.3.	La redevance	18
7.	Données statistiques	20
7.1.	Contexte	20
7.2.	Nombres d'avis déposés	23
7.2.1.	Nombre global d'avis déposés	26
7.2.2.	Nombre global d'avis déposés par déposant	28
7.3.	Nombres d'avis radiés	30
7.3.1.	Nombre global d'avis radiés	30
7.3.2.	Nombre global d'avis radiés par déposant	34
7.4.	Nombres d'avis (valables) encore d'actualité	36
7.4.1.	Nombre global d'avis (valables) encore d'actualité	36
7.4.2.	Nombre global d'avis (valables) encore d'actualité par déposant	40
7.5.	Tableau 5 : nombre d'avis déposés à l'encontre d'une « entreprise » vis-à-vis du nombre d'avis déposés à l'encontre d'un débiteur – particulier.	42
7.5.1.	Nombre global	42
7.5.2.	Nombre global par déposant	49

7.6.	Totaux absolus par rapport aux totaux relatifs	51
7.6.2.	Tous les avis encore actifs.	52
7.6.1.	Tous les avis	52
7.7.	Nombre de consultations du FCA	53
7.7.1.	Nombre global de consultations du FCA.	53
8.	Liste d'abréviations	58



## 1. Avant-propos

La publication du rapport annuel de l'année 2017 du CGS est éditée quelques mois seulement après l'édition du rapport annuel 2016.

Puisque la composition actuelle du CGS devrait être renouvelée dès le 15 mai 2018 c'était mon souhait personnel ainsi que celui des membres du CGS de discuter / approuver ce rapport annuel encore avec le Comité tel qu'il a été composé, en grande partie, il y a quatre ans.

La coopération au sein du Comité et celle des différentes commissions a été excellente pendant ces dernières années. Chaque membre du CGS a contribué à atteindre, avec ses responsabilités spécifiques et au moyen de sa propre expérience professionnelle, l'objectif de la tâche attribuée, notamment la gestion et la surveillance du « Fichier Central des Avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt » [art. 1389 bis Code Judiciaire], au mieux de notre capacité, et dans les limites fixées par le législateur.

Dans ce contexte, également en 2017, le suivi des audits a pratiquement occupé le CGS à plein temps, principalement par le biais de ses commissions finances / audit, qui ont travaillé dur pour une gestion et une surveillance plus transparente. Une question épineuse reste que, malgré l'insistance répétée, le volet IV de l'audit, qui comprenait, entre autres, un examen du fonctionnement du CGS, n'a toujours pas été achevé.

La préoccupation principale du CGS consiste en la constatation que les réserves constituées par les redevances, qui sont dues par la plupart des utilisateurs du fichier central, ont atteint un niveau hors proportion. Au cours de 2017, le Comité et la CNHB ont ensemble pris l'initiative de se concerter avec le Ministre de la Justice. En 2018 on devrait atteindre un accord sur ce sujet pour que la redevance soit réduite à un montant de sorte que les revenus ne dépassent plus les dépenses de fonctionnement du fichier central.

Ce qui est positif pour le fonctionnement du CGS c'est que finalement une solution définitive a été trouvée pour le problème aigu de l'absence d'un soutien administratif efficace sans oublier tous ceux qui, dans ce cadre, dans les années précédentes, ont remédié à cela avec ponctualité et beaucoup de dévouement.

Il ne me reste qu'à remercier les membres du CGS pour leur engagement et leur contribution de qualité remarquable et de souhaiter bonne chance au Comité renouvelé, à partir du 15 mai 2018.

Baudouin Franck  
Président du Comité de gestion et de surveillance.

## 2. Le fonctionnement du CGS

### **Aperçu de la législation, de la jurisprudence et de la doctrine en 2017**

Aucune décision judiciaire ni article de doctrine ayant trait au FCA n'a été publié en 2017.

En 2017, il n'y avait pas non plus de question parlementaire sur la matière.

### **Le fonctionnement du CGS - les relations entre le CGS et la CNHB**

En comparant la coopération avec la Chambre des huissiers de justice pendant les premières années du fichier avec celle de 2017, on constate une évolution positive ce qui est en partie dû à une attitude constructive des deux partenaires.

Le bon fonctionnement du fichier est clairement l'objectif de l'administrateur et de l'autorité de contrôle.

### **«Signalements» au CGS**

En 2017, il y a eu un signalement au CGS au sens de l'article 1389bis/13 du Code judiciaire. Ce qui a conduit à la création d'une Commission des plaintes laquelle a traité la plainte. En outre, le Comité a mis au point une procédure de traitement des plaintes, non prévue par le législateur.

### 3. La protection de la vie privée

La commission « vie privée » s'est réunie à deux reprises en 2017. Il a examiné les différentes propositions établies par la CNHB et relatives à la protection de la vie privée suite à l'audit relatif à l'IT qui met en exergue des manquements importants. Il a déploré que l'audit relatif à la conformité ne soit pas encore disponible dans sa version définitive alors qu'il contient des remarques fondamentales concernant la problématique de la protection de la vie privée. Il s'est toutefois félicité que ces documents établissent un inventaire relativement complet des points à améliorer.

Par ailleurs, compte tenu de l'entrée en vigueur en mai 2018 du nouveau règlement général européen sur la protection des données, il a admis que la période de transition contenant encore pas mal d'incertitudes, il convenait d'agir avec circonspection.

En vue de préparer la mise en place d'une politique cohérente en matière de protection de la vie privée dans ce nouveau contexte, une réunion de travail a été organisée à la commission « vie privée » en présence de son président avec des représentants de la CNHB et de la commission « vie privée ».

Cet échange de vues s'est révélé constructif et a permis de clarifier certains points de désaccord. Les points suivants ont été abordés :

- Le rôle du centre de connaissances SAM/TES au sein de la CNHB.
- L'état d'avancement des actions à entreprendre suite aux audits et, dans cette perspective, il a été souligné de l'urgence d'un plan d'approche et d'un accord sur les points prioritaires.
- La nécessité d'un code de conduite pour la mise en place du nouveau RGPD tout en soulignant que celui-ci doit tenir compte des spécificités du FCA et ne pas être un simple copier/coller du règlement.
- La désignation d'un DPO [Délégué à la protection des données] constitue une information positive qui marque la volonté de progresser dans la politique de protection des données.

La commission sera chargée de suivre avec la commission ICT l'évolution de ce dossier au cours de l'année 2018 en étant particulièrement attentif à la mise en place des nouvelles procédures résultant du nouveau RGPD et plus précisément de celles relatives à la sécurisation des accès et aux exigences de finalité, de proportionnalité et de transparence. La commission vérifiera également les procédures qui permettent aux personnes d'avoir accès aux données les concernant et aux possibilités de contestation et de correction.

## 4. Le règlement collectif de dettes

En 2017 la commission règlement collectif de dettes s'est réunie aux dates suivantes : 20 juin, 17 octobre, 21 novembre et 19 décembre, à chaque fois en présence d'un ou plusieurs représentants de la CNHB.

La commission constate qu'il subsiste encore de nombreux manquements et incohérences dans l'encodage des données dans les fiches règlement collectif de dettes du FCA. Un inventaire des problèmes principaux est établi.

Des propositions concrètes ont été proposées en ce qui concerne l'amélioration des règles pour l'entrée des données et de la consultation des règlements de dettes collectives du FCA.

Il s'agit entre autres de :

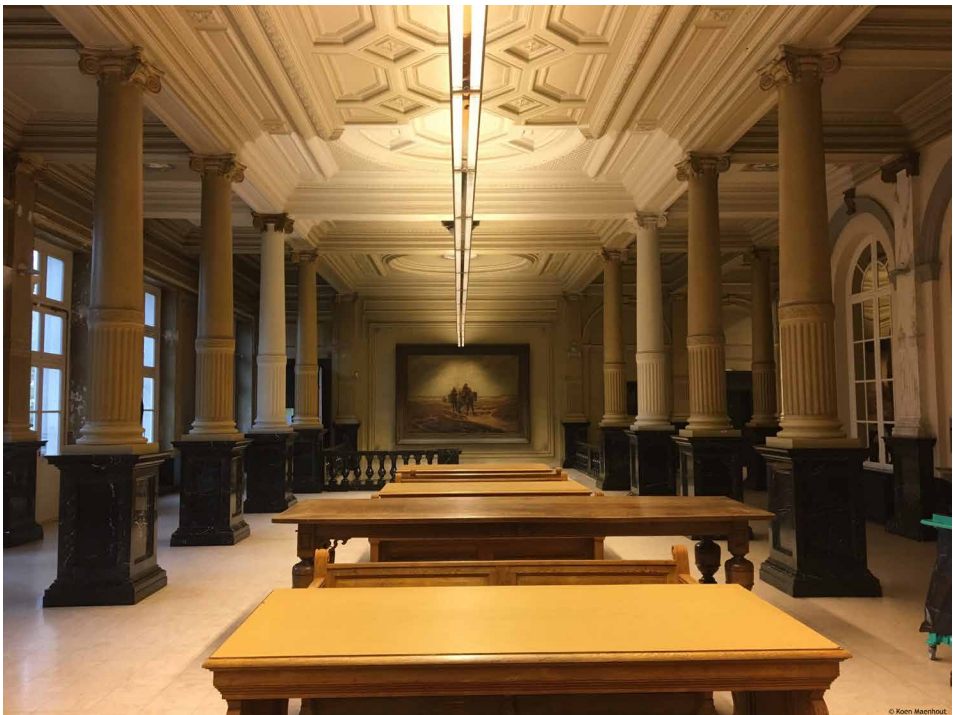
- Des contrôles supplémentaires de la chronologie des faits et leurs cohérences. Par exemple il sera seulement possible de remplir la révocation d'un arrangement de compensation à l'amiable dans le cas où la registration de cet arrangement de compensation à l'amiable a été enregistrée d'une façon correcte.
- Quand un médiateur de dettes veut radier un règlement collectif de dettes du FCA, il devra mentionner la raison de la radiation. Cette fonctionnalité sera profondément révisée. Les raisons d'une radiation seront étendues et la description sera plus précise. En plus la raison indiquée devra être cohérente avec le contenu de l'avis de règlement de dettes, surtout les dates. Ainsi, par exemple, il ne sera plus possible de radier le règlement collectif de dettes en raison de révocation avant qu'une date de révocation soit remplie dans le champ pertinent.
- Quand un médiateur de dettes veut radier un règlement collectif de dettes du FCA, il aura la possibilité d'insérer la date du jugement qui met à fin le règlement collectif de dettes dans un nouveau champ [optionnel].



- Addition de pop-ups informatifs pour des champs spécifiques en vue d'une interprétation claire pour les médiateurs de dettes.
- Adaptation du lay-out des écrans de l'entrée et les écrans de consultations.
- Amélioration des critères de recherches pour les ordres de consultation des médiateurs de dettes.

Ces propositions seront travaillées et implémenter au cours de l'année 2018.

Enfin, la commission s'inquiète du respect de la vie privée dans le cadre de la consultation des avis des parties liées. Cette problématique est en cours de traitement.



## 5. La commission d'audit

### 5.1. Les chemins parcourus

Comme expliqué dans le rapport annuel précédent, des auditeurs externes ont procédé un audit complet du FCA. Cette vérification portait sur 4 volets :

- Volet 1 : Protection de l'accès et protection de toutes les communications avec le système du FCA.
- Volet 2 : L'infrastructure informatique (matériel et logiciel) / contrats avec les fournisseurs.  
Cet examen a été effectué au cours de la période juin 2015 – mai 2016. Le rapport final a été finalisé début août 2016.
- Volet 3 : « Vérification de la fiabilité des processus financiers, comptables et administratifs du FCA ».  
Cette vérification a été effectuée au cours de la période janvier 2016- mars 2016. Le rapport final a été achevé fin avril 2016.
- Volet 4 : «Protection de la vie privée».  
Le rapport final n'a pas encore été remis.

### 5.2. Chronologie: Consultation entre la commission audit et la CNHB

À la suite des volets déjà remis de l'audit, il y a eu, en 2017, de multiples réunions de cette commission et des moments de concertation entre la commission audit et la CNHB.

Un premier «tableau récapitulatif» contenant une liste de recommandations a été établi par SAM-TES le 3 janvier 2017.

La commission s'est réunie les 17 et 31 mars, 25 avril, 8 juin, 1er septembre et le 12 décembre 2017. Il y a eu des moments de concertations les 29 juin, 8 septembre et 22 décembre 2017.

Lors de la réunion du 17 mars, le tableau récapitulatif de la CNHB a été examiné méticuleusement, il a été choisi de faire une distinction entre des points d'action « stratégiques » [S] et des points d'action « opérationnelles » [O].

Ceux-ci ont été subdivisés en 3 catégories :

- S1 ou O1 = amélioration «nécessaire» [must have]
- S2 ou O2 = amélioration «utile» [should have]
- S3 ou O3 = amélioration «facultative» [nice to have]

Certains points d'action semblaient vagues ou non pertinents et ont été marqués avec « ??? ».

Ensuite il a été constaté [une fois de plus] que plusieurs recommandations ne figuraient pas dans le tableau.

Le tableau complété a été retravaillé au cours de la réunion du 31 mars 2017 jusqu'à un «classement» idoine tenant compte de la hiérarchisation suggérée par le CGS.

Au cours de la réunion du 25 avril 2017 il a été convenu que le tableau «validé» serait transmis à la CNHB pour s'assurer que :

- L'ensemble des points d'action [divisé en grappes] pourrait être validé par elle;
- Des priorités correctes pourraient être établies;
- Les responsabilités pourraient être attribuées correctement.

Une concertation avec la CNHB a été organisée. Il a été déterminé qu'il est nécessaire d'inclure certains objectifs stratégiques fondamentaux dans un accord de « gestion ». Cela peut permettre de résoudre les problèmes identifiés d'une manière plus méthodique.

SAM-TES a envoyé dans un courriel du 6 juin 2017 un «tableau récapitulatif» retravaillé en fonction du « classement » proposé par le CGS.

Les membres de la commission ont conclu le 8 juin 2017 que :

- L'indication d'un CEO est une priorité absolue afin que ce projet d'envergure puisse être géré de manière cohérente et que l'organisation qu'elle nécessite soit contrôlée quotidiennement et ajustée de manière appropriée;
- Les priorités ne sont pas correctement évaluées, une approche méthodologique, en particulier par l'application de la gestion des risques est nécessaire. Il est incompréhensible que les projets soient priorisés sans y associer explicitement une description du risque, de sa probabilité et de son impact ;
- La distinction entre les points d'action critiques et d'autres améliorations «au quotidien » n'a toujours pas été faite.

Lors d'une explication réciproque pendant la concertation du 29 juin 2017, il a été convenu que chacun établirait une liste limitée de 20 «priorités stratégiques », en respectant la structure et le contenu du « classement » du CGS.

Le 1er septembre 2017 la commission a établi sa liste des priorités les plus urgentes et les plus pertinentes.

Il a été convenu, lors de la concertation du 8 septembre 2017 de travailler sur base d'un «classement » consolidé [la version du CGS]. La CNHB y ajoutera ses 10 points de priorité.

Le 12 décembre 2017 la commission a constaté que le tableau « consolidé » manquait toujours. Le lendemain il a donc été demandé à la CNHB d'envoyer les documents nécessaires [le « classement », le projet de la matrice des risques, le plan de sécurité de l'information et une structure hiérarchique étayée].

Les jours suivants la CNHB a reçu plusieurs courriels contenant :

- La liste définitive des priorités
- Les procédures comptables
- L'analyse des risques
- Le code de conduite pour la politique de sécurité informatique

Pendant la concertation du 22 décembre 2017 la CNHB a constaté que beaucoup de « recommandations » étaient déjà réalisées ou bien que les initiatives nécessaires étaient en cours. Ceci devait être confirmé en disposant de documents appropriés d'une part et, d'autre part, en organisant une « révision » intermédiaire par un ou plusieurs vérificateurs.

La commission conclut sur les activités concernant l'audit en 2017 que :

- Il y a un besoin d'un « accord de coopération » entre le CGS et la CNHB dans lequel les attentes mutuelles sont expliquées.
- Il y a une « bonne volonté » mais tout aussi une réaction lente et un manque de « leadership » [CEO].
- Le « statut » actuel des projets respectifs doit être confirmé avec des documents clairs [cf. RGPD = Règlement général de protection des données, reddition de comptes, les mesures de protection techniques et organisationnelles].
- La problématique de la relation « CNHB - SAM-TES » doit être clarifiée. Selon le protocole SAM-TES prévoit l'agenda stratégique du FCA, alors que la CNHB est le « responsable du traitement ».
- Le manque de structure dans « l'approche méthodique », « compétence interne » [donc il ne s'agit pas de consultants] constitue un risque pour le fonctionnement transparent.
- Le volet 3 [financier] devrait être actualisé par l'auditeur [dernier trimestre 2018-premier trimestre 2019].

- En ce qui concerne le rapport audit volet 1 et 2 il est proposé qu'un expert indépendant soit saisi en mettant l'accent sur l'architecture TIC pour s'assurer que :
  - ❖ L'opportunité soit identifiée afin de garantir «l'indépendance » de la CNHB à l'égard de la chaîne d'approvisionnement.
  - ❖ Le rapport coût-efficacité des différents éléments opérationnels puisse être amélioré.

## 6. La commission des finances

### 6.1. Chronologie

- 13 décembre 2016  
Discussion en interne du budget 2017.
- 6 mars 2017  
Discussion des comptes de l'année civile 2016.
- 11 et 27 septembre 2017  
Suivi intermédiaire du budget de l'année 2017 et discussion sur les chiffres semestriels de 2016.
- 2 mars 2018  
Discussion des comptes de l'année civile 2017.

Outre les débats des chiffres, les thèmes suivants ont été abordés :

- Une planification en temps utile et la présentation des chiffres budgétaires. La commission a insisté auprès de la CNHB pour que cette analyse des chiffres budgétaires comprenne d'autres chiffres pertinents [comme les chiffres budgétaires et la réalisation de l'année écoulée].
- La question des créances en suspens sur les huissiers et les difficultés qui se sont amenés à la CNHB pour les recueillir.
- Le suivi et la documentation du rendement des employés de la CNHB et de SAM-TES qui sont attribués au FCA.
- La dépendance apparemment croissante à l'égard de la chaîne d'approvisionnement dans la mise en œuvre de sa participation de gestion du FCA et d'autres fichiers.
- La gestion de la trésorerie et, en particulier, la centralisation de celle-ci au sein d'une seule institution financière, ainsi que la ségrégation de la trésorerie par rapport aux fonds appartenant à la CNHB.
- La déclaration du vérificateur externe des comptes sur les états financiers de la CNHB et la déclaration ad hoc sur les composantes de l'administration de la CNHB.

## 6.2. Thématiques

### 6.2.1. L'exercice financier 2016

Pour un commentaire étendu, il est fait référence au rapport annuel précédent.

### 6.2.2. L'exercice financier 2017

Sur base des chiffres transmis par la CNHB au CGS, les revenus et les dépenses du FCA peuvent être résumées comme suit:

Dépenses selon la nature des coûts	2017
Coûts d'investissement	€ 509.585
Les frais de fonctionnement	€ 1.521.392
<b>TOTAL</b>	<b>€ 2.030.977</b>

Un coût important qui doit être souligné, se rapporte aux dépenses réalisées dans le cadre du règlement général de la protection des données, qui entrera en vigueur le 25 mai 2018. Il s'agit notamment de la nomination d'un Data Protection Officer et l'examen de l'application du FCA en vue de sa conformité avec le RGPD. Il s'agit d'un montant de 350.135 euros pour l'année 2017.

Dépenses ventilées selon le fournisseur de service	2017
JD-Consult	€ 641.304
360 IT	€ 273.110
AXI	€ 270.651
La cellule d'assistance opérationnelle CNHB/SAM-TES	€ 184.158
White Wire	€ 124.736
KVLA	€ 87.664
Quality Projects	€ 84.737
Comité de Gestion et de Surveillance	€ 82.578
Electro-Line	€ 78.246
RF Consult	€ 64.876



Cognita	€ 44.535
Fruxa	€ 43.611
Nviso	€ 29.501
Autres	€ 21.270
<b>TOTAL</b>	<b>€ 2.030.977</b>

Le CGS réitère tout comme pour les années précédentes, ses préoccupations quant à l'emploi fréquent fait par la CNHB de partenaires informatiques extérieurs. Il ne concerne pas seulement le niveau des frais payés mais aussi le fait que la CNHB est, par conséquent, devenue fortement tributaire de ces sociétés externes. Le CGS s'inquiète qu'un manque de connaissances et d'expertise de la part de la CNHB, leur mette dans une position vulnérable en ce qui concerne la gestion de ces bases de données (et probablement des autres aussi) à long terme.

Le CGS insiste une fois de plus auprès de la CNHB pour contrôler et comparer régulièrement les relations avec ces fournisseurs et les tarifs appliqués par rapport aux tarifs en vigueur sur le marché. Suite à un audit financier, les auditeurs estiment qu'une évaluation critique et périodique des contrats fournisseurs doit être effectuée dans la perspective « rapport coûts-avantages ». Cela vaut en particulier pour les services externes sur les licences et le support des serveurs-CIA.

Revenus	2017
Recherches par huissiers de justice/notaires/avocats	1.915.978
Taux unitaire par consultation	€ 2
<b>TOTAL</b>	<b>€ 3.831.956</b>

En outre, en 2017, 1.481.190 euros ont été consacrés à l'élaboration et la gestion d'autres bases de données (868.405 euros en investissements et 448.430 euros en coûts d'exploitation). L'art. 1389bis/6 du Code judiciaire, stipule que ces coûts sont également couverts par la redevance qui est due pour la consultation du FCA, bien qu'ils soient a priori sans lien direct avec ces consultations.

Le CGS a fait remarquer qu'il n'a pas accès à cette dépense. La question se pose si c'est une pratique saine : de la perspective légale c'est le CGS qui gère le revenu provenant des redevances, mais il n'a aucun pouvoir de contrôle sur tous les flux de trésorerie sortants.

	Résultat	2017
Revenus		€ 3.831.956
Coûts et investissements encourues pour la gestion du FCA		- € 2.030.977
Coûts et investissements encourues pour la gestion d'autres bases de données		- € 1.316.835
Net		€ 484.144

Tout comme les années précédentes, les revenus sont nettement plus élevés que les dépenses. Ainsi, le revenu provenant des redevances en 2017 représente presque le double des dépenses exposées pour la gestion du FCA. Même si l'on imputait les frais de développement et de la gestion d'autres bases de données, qui sont également gérées par le FCA, il subsiste un excédent d'environ 0.5 millions d'euros. Par conséquent l'excédent accumulé depuis le début du FCA, s'élève à presque 15 millions euros.

### 6.2.3. La redevance

L'art. 1389bis/6 du Code judiciaire stipule qu'en vue de couvrir les coûts résultant de la tenue du FCA et du fonctionnement du CGS, la communication des données enregistrées dans le FCA donne lieu à la perception d'une redevance. Le montant de la redevance est actuellement fixé à 2€ pour les avocats, huissiers de justice et notaires et à 0€ pour les médiateurs de dettes.

Cette disposition a été étendue le 4 mai 2016 : le montant de la redevance doit également couvrir les frais de tenue de tout autre fichier ou registre, qui par la loi, est créé par la CHNB, à partir de 2017.

Au vu de ces chiffres, il s'avère que malgré cette modification financière, les revenus continuent à dépasser largement les dépenses. La question se pose donc si la redevance ne devrait pas être révisée. Le ministre compétent a demandé le CGS et la CNHB, le 18 décembre 2017, pour émettre un avis sur ce.

## 7. Données statistiques

### 7.1. Contexte

Le FCA est opérationnel depuis le 29 janvier 2011, le premier avis ayant été déposé le 31 janvier de la même année. Les statistiques pour 2011 se composent dès lors uniquement des avis et des recherches réalisées entre le 31 janvier et le 31 décembre 2011.

Type d'avis : il existe cinq types différents d'avis :

- avis de saisie : ils se composent à la fois des avis de commandement, de saisie, de constat de carence et d'opposition ;
- avis de délégation ;
- avis de cession [la plupart du temps, de rémunération] ;
- avis de règlement collectif de dettes [RCD] ;
- avis de protêt [sur effet de commerce] : uniquement opérationnel à partir du 1er septembre 2013 [loi du 14 janvier 2013] ; toutefois, tous les protêts antérieurs à cette date ont été à ce moment importés au départ de la Banque nationale de Belgique [pour un total de 123.003 avis]. Ils sont mentionnés séparément dans la statistique du nombre d'avis déposés.

Les groupes d'utilisateurs suivants ont accès au FCA en tant que déposant et peuvent déposer des avis :

- les huissiers de justice : tous les types, sauf les RCD
- le SPF Justice : les tribunaux de première instance [uniquement les avis de saisie et de délégation] et les tribunaux du travail [uniquement les RCD]

⇒ Remarque : En 2011, le SPF Justice a déposé, par erreur, 7 avis de cession. Ils ont été automatiquement supprimés en 2014 [l'avis cesse de produire ses effets après trois ans].

- le SPF Finances : tous les demandeurs fédéraux [uniquement les avis de saisie] et le service SECAL [Service des créances alimentaires] [uniquement les avis de délégation], pour lesquels il convient encore d'observer ce qui suit :
  - ⇒ depuis avril 2013, l'administration des Contributions directes a commencé à déposer des avis de saisie « en lots » via son système
  - ⇒ en mai 2014 l'administration de la TVA a également commencé ce dépôt des avis de saisie « en lots » via son système STIRON
  
- Les receveurs locaux de tous les niveaux : commune, provinces et régions, y compris le VLABEL [le Service flamand des Impôts] [uniquement les avis de saisie].
  - ⇒ Remarque : Les receveurs locaux ont été ajoutés par le biais de la loi du 14 janvier 2013 [entrée en vigueur le 1er septembre 2013], mais n'ont effectivement accès au FCA :
  - ⇒ qu'à partir de novembre 2014 pour les receveurs locaux flamands [Flandre] ;
  - ⇒ qu'à partir de mars 2016 pour les receveurs locaux francophones [Wallonie et Bruxelles].

Par ailleurs, les médiateurs de dettes y ont également accès depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2013 [loi du 14 janvier 2013], mais uniquement pour la mise à jour des avis de RCD pour lesquels ils ont été désignés en qualité de médiateur de dettes. Les notaires y ont également eu accès ultérieurement pour la mise à jour des avis de saisie sur biens immobiliers.

En ce qui concerne spécifiquement les avis de RCD, les conventions et les observations suivantes peuvent encore être communiquées :

- au départ, il avait été convenu avec le SPF Justice que les avis de RCD antérieurs au 31 janvier 2011 ne seraient pas importés, mais de ne le faire que trois ans après le démarrage du FCA ;

- si un RCD antérieur au 31 janvier 2011 devait être modifié / complété, le tribunal du travail déposerait toutefois cet avis, de sorte que le FCA dispose des informations les plus récentes ; cette convention a pour conséquence que le nombre d'avis de RCD déposés au cours des années 2011, 2012 et 2013 a été nettement supérieur à celui des années suivantes ;
- le solde des avis de RCD antérieurs au 31 janvier 2011 (qui n'avaient donc pas encore été modifiés) ont été importés au départ de la Banque nationale de Belgique en date du 23 mai 2014 pour un total de 27.964 avis ; ils sont indiqués séparément dans la statistique relative au nombre d'avis déposés ;
- à partir du 09/01/2013 les médiateurs de dettes doivent en principe, apporter toutes les modifications apportées à un RCD, y compris la radiation ; les statistiques tiennent donc également compte du nombre d'avis radiés par déposant qui peut aussi, par extension, être le « modificateur » ; des règles particulières sont appliquées – Voir la section 4, tableau 3
- en septembre 2014, en concertation avec le SPF Justice, un total de 6.411 d'avis de RCD a été automatiquement radié lorsque l'une des dates suivantes était constatée :
  - ⇒ la date de la révocation (recevabilité, décision de plan de règlement amiable ou judiciaire) ;
  - ⇒ la date de rejet du plan de règlement judiciaire ;
  - ⇒ la date de décision de la décharge totale des dettes.

S'agissant de la radiation d'avis, il convient de savoir qu'à compter du 1er février 2014 le délai de radiation automatique trois ans après la date de dépôt est entré en vigueur de plein droit. Cela signifie que chaque nuit, des milliers d'avis sont automatiquement radiés par le FCA - pour autant qu'ils répondent à tous les critères. Cette procédure ne s'applique pas aux avis de RCD ni aux avis de protêt. Ils sont repris dans les statistiques des avis radiés comme s'ils avaient été supprimés par le groupe d'utilisateurs.

Tous les groupes professionnels qui sont habilités à déposer ou modifier des avis peuvent également les consulter via des recherches dans la base de données du FCA. De plus, les notaires et les avocats sont également habilités à le faire.

Le nombre de recherches réalisées dans tous les avis par les « Huissiers de justice » renferme, pour 2014, un certain nombre de recherches effectuées à la demande du VLABEL ou par le helpdesk de CNHB; il s'agissait au total de :

- 185 recherches en 2011 ;
- 114 en 2012 ;
- 324 en 2013 ;
- 106.565 en 2014.

Toutes ces recherches n'étaient donc pas soumises à la redevance. Elles ont été déduites lors du calcul du chiffre d'affaires total - voir tableau pour l'année 2014.

En 2015 et en 2016 de telles recherches ont également été effectuées qui ont été déduits du chiffre d'affaires :

- 102.971 recherches en 2015 ;
- 102.352 recherches en 2016 ;
- 10.804 recherches en 2017.

## **7.2. Nombres d'avis déposés**

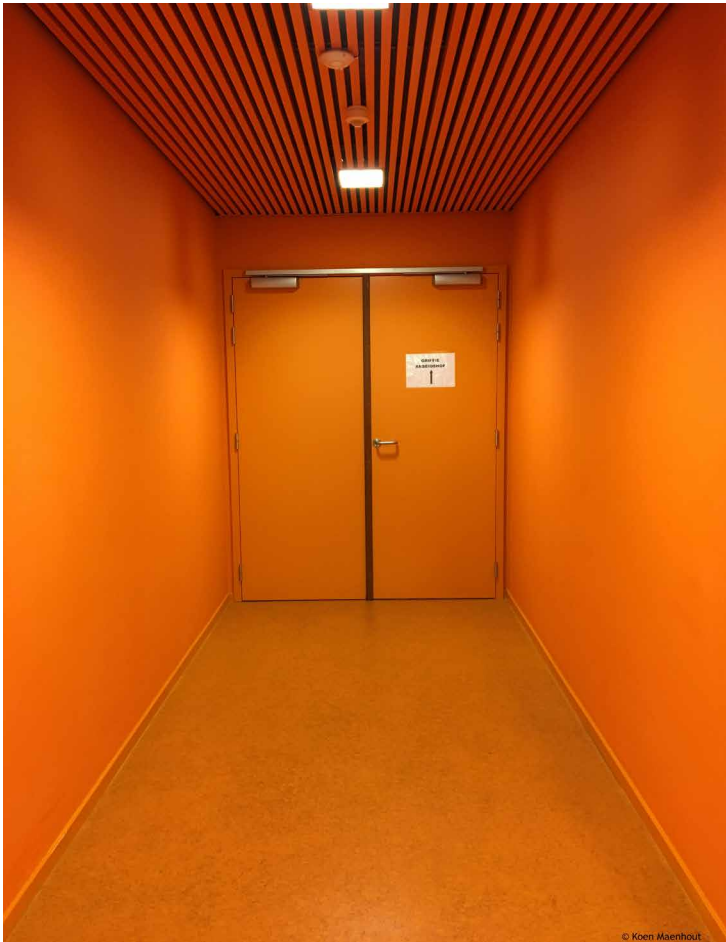
La CNHB a fourni les données, dont les plus importantes ont été sélectionnées.

## Le nombre d'avis déposés par année et par type d'avis 2017

Année	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Totaux
2011	952 139	31 853	834	188 167	3 954	1 176 947
2012	1 012 978	30 490	806	232 286	3 601	1 280 161
Delta 2011-2012 en %	6,39%	-4,28%	-3,36%	23,45%	-8,93%	8,77%
<b>2013</b>	<b>1 033 644</b>	<b>30 210</b>	<b>772</b>	<b>240 898</b>	<b>3 590</b>	<b>1 309 114</b>
Delta 2012-2013	20 666	-280	-34	8 612	-11	28 953
Delta 2012-2013 en %	2,04%	-0,92%	-4,22%	3,71%	-0,31%	2,26%
CTRL	1 033 644	30 210	772	240 898	3 590	1 309 114
<b>2014</b>	<b>1 029 537</b>	<b>22 156</b>	<b>582</b>	<b>184 035</b>	<b>4 020</b>	<b>1 240 330</b>
Delta 2013-2014	-4 107	-8 054	-190	-56 863	430	-68 784
Delta 2013-2014 en %	-0,40%	-26,66%	-24,61%	-23,60%	11,98%	-5,25%
CTRL	1 029 537	22 156	582	184 035	4 020	1 240 330
<b>2015</b>	<b>990 654</b>	<b>15 933</b>	<b>467</b>	<b>153 169</b>	<b>3 631</b>	<b>1 163 854</b>
Delta 2014-2015	-38 883	-6 223	-115	-30 866	-389	-76 476
Delta 2014-2015 en %	-3,78%	-28,09%	-19,76%	-16,77%	-9,68%	-6,17%
CTRL	990 654	15 933	467	153 169	3 631	1 163 854
<b>2016</b>	<b>1 024 647</b>	<b>15 132</b>	<b>423</b>	<b>149 611</b>	<b>3 344</b>	<b>1 193 157</b>
Delta 2015-2016	33 993	-801	-44	-3 558	-287	29 303
Delta 2015-2016 en %	3,43%	-5,03%	-9,42%	-2,32%	-7,90%	2,52%
CTRL	1 024 647	15 132	423	149 611	3 344	1 193 157
<b>2017</b>	<b>1 060 148</b>	<b>14 309</b>	<b>347</b>	<b>144 622</b>	<b>3 032</b>	<b>1 222 458</b>
Delta 2016-2017	35 501	-823	-76	-4 989	-312	29 301
Delta 2016-2017 en %	3,46%	-5,44%	-17,97%	-3,33%	-9,33%	2,46%
CTRL	1 060 148	14 309	347	144 622	3 032	1 222 458



Année/mois	Catégorie avis					Totaux
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	
1997 - 2010		27 964	-	-	123 003	150 967
2011	952 139	31 853	834	188 167	3 954	1 176 947
2012	1 012 978	30 490	806	232 286	3 601	1 280 161
2013	1 033 644	30 210	772	240 898	3 590	1 309 114
2014	1 029 537	22 156	582	184 035	4 020	1 240 330
2015	990 654	15 933	467	153 169	3 631	1 163 854
2016	1 024 647	15 132	423	149 611	3 344	1 193 157
2017/01	79 569	1 097	26	11 156	245	92 093
2017/02	83 261	1 263	31	10 221	244	95 020
2017/03	108 602	1 458	39	12 271	340	122 710
2017/04	85 893	1 240	22	11 425	351	98 931
2017/05	93 178	1 211	36	11 746	307	106 478
2017/06	95 883	1 336	43	11 463	259	108 984
2017/07	90 638	1 175	21	10 907	209	102 950
2017/08	86 900	944	31	12 369	201	100 445
2017/09	82 811	1 091	19	14 685	189	98 795
2017/10	90 688	1 193	22	14 674	260	106 837
2017/11	83 302	1 206	31	12 722	213	97 474
2017/12	79 423	1 095	26	10 983	214	91 741
2017	1 060 148	14 309	347	144 622	3 032	1 222 458
Totaux	7 103 747	188 047	4 231	1 292 788	148 175	8 736 988



### 7.2.1. *Nombre global d'avis déposés*

Le nombre d'avis déposés par mois/année et par type d'avis est le nombre de [nouveaux] avis déposés par mois au cours d'une année donnée, répartis par type d'avis.

## NOMBRE GLOBAL D'AVIS DÉPOSÉS

### 7.2.1.: Le nombre d'avis déposés par mois/année et par type d'avis

Année/mois	Catégorie avis					Totaux
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	
<b>1997 - 2010</b>		<b>27 964</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>123 003</b>	<b>150 967</b>
<b>2011</b>	<b>952 139</b>	<b>31 853</b>	<b>834</b>	<b>188 167</b>	<b>3 954</b>	<b>1 176 947</b>
<b>2012</b>	<b>1 012 978</b>	<b>30 490</b>	<b>806</b>	<b>232 286</b>	<b>3 601</b>	<b>1 280 161</b>
<b>2013</b>	<b>1 033 644</b>	<b>30 210</b>	<b>772</b>	<b>240 898</b>	<b>3 590</b>	<b>1 309 114</b>
<b>2014</b>	<b>1 029 537</b>	<b>22 156</b>	<b>582</b>	<b>184 035</b>	<b>4 020</b>	<b>1 240 330</b>
<b>2015</b>	<b>990 654</b>	<b>15 933</b>	<b>467</b>	<b>153 169</b>	<b>3 631</b>	<b>1 163 854</b>
2016/01	84 504	1 236	31	11 926	246	<b>97 943</b>
2016/02	86 222	1 414	34	11 884	232	<b>99 786</b>
2016/03	97 711	1 503	40	13 025	264	<b>112 543</b>
2016/04	91 330	1 417	56	13 411	314	<b>106 528</b>
2016/05	82 171	1 351	43	14 148	260	<b>97 973</b>
2016/06	96 788	1 501	37	13 214	229	<b>111 769</b>
2016/07	78 850	1 228	23	11 370	210	<b>91 681</b>
2016/08	87 150	1 064	24	11 145	243	<b>99 626</b>
2016/09	81 133	1 010	23	12 511	291	<b>94 968</b>
2016/10	79 836	1 165	49	13 560	375	<b>94 985</b>
2016/11	76 675	1 035	40	11 750	368	<b>89 868</b>
2016/12	82 277	1 208	23	11 667	312	<b>95 487</b>
<b>2016</b>	<b>1 024 647</b>	<b>15 132</b>	<b>423</b>	<b>149 611</b>	<b>3 344</b>	<b>1 193 157</b>
2017/01	79 569	1 097	26	11 156	245	<b>92 093</b>
2017/02	83 261	1 263	31	10 221	244	<b>95 020</b>
2017/03	108 602	1 458	39	12 271	340	<b>122 710</b>
2017/04	85 893	1 240	22	11 425	351	<b>98 931</b>
2017/05	93 178	1 211	36	11 746	307	<b>106 478</b>
2017/06	95 883	1 336	43	11 463	259	<b>108 984</b>
2017/07	90 638	1 175	21	10 907	209	<b>102 950</b>
2017/08	86 900	944	31	12 369	201	<b>100 445</b>
2017/09	82 811	1 091	19	14 685	189	<b>98 795</b>
2017/10	90 688	1 193	22	14 674	260	<b>106 837</b>
2017/11	83 302	1 206	31	12 722	213	<b>97 474</b>
2017/12	79 423	1 095	26	10 983	214	<b>91 741</b>
<b>2017</b>	<b>1 060 148</b>	<b>14 309</b>	<b>347</b>	<b>144 622</b>	<b>3 032</b>	<b>1 222 458</b>
<b>Totaux</b>	<b>7 103 747</b>	<b>188 047</b>	<b>4 231</b>	<b>1 292 788</b>	<b>148 175</b>	<b>8 736 988</b>

## 7.2.2. Nombre global d'avis déposés par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis déposés (nouveaux) par déposant, par année et pour tous types d'avis confondu.

### NOMBRE GLOBAL D'AVIS DÉPOSÉS PAR DÉPOSANT

7.2.2: Le nombre d'avis déposés par déposant, par année et pour tous types d'avis confondus		
Déposant	Année	Nombre d'avis (toutes catégories confondues)
<b>Import protêts de BNB</b>	<b>1997-2010</b>	<b>123 003</b>
<b>HUISSIERS DE JUSTICE</b>	2011	1 083 359
	2012	1 138 224
	2013	1 145 986
	2014	1 010 572
	2015	943 466
	2016	958 543
	2017	991 535
	<b>Sous-totaux</b>	<b>7 394 688</b>
<b>SPF FINANCES</b>	2011	59 864
	2012	108 578
	2013	128 872
	2014	203 850
	2015	200 126
	2016	214 752
	2017	211 996
	<b>Sous-totaux</b>	<b>1 128 038</b>
<b>Import RCD de la BNB</b>	<b>1999-2010</b>	<b>27 964</b>
<b>SPF JUSTICE</b>	2011	33 440
	2012	32 105
	2013	31 951
	2014	23 147
	2015	16 774
	2016	16 052
	2017	15 137
	<b>Sous-totaux</b>	<b>196 570</b>

<b>DÉBITEURS LOCAUX</b>	2011	284
	2012	1 254
	2013	2 305
	2014	2 761
	2015	3 488
	2016	3 810
	2017	3 790
	<b>Sous-totaux</b>	<b>17 692</b>
<b>Totaux:</b>		<b>8 736 988</b>

S'agissant des débiteurs locaux, les chiffres de 2011, 2012, 2013 et (de la plus grande partie de) 2014 concernent des avis ultérieurement transférés d'une étude d'huissier de justice vers un débiteur local. Ces débiteurs flamands n'ont en effet eu accès au FCA qu'à partir de décembre 2014 par l'intermédiaire de la source authentique de la CORVE (Cellule de coordination e-gouvernement flamand) et à partir de mars 2016 pour les débiteurs locaux francophones (via le FAS du FedICT).

## 7.3. Nombres d'avis radiés

### 7.3.1. Nombre global d'avis radiés

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis radiés par date de dépôt [il s'agit donc d'un instantané]. Ce nombre varie chaque jour en fonction des avis qui ont effectivement radiés.

#### **NOMBRE D'AVIS RADIÉS - par 31/12/2017**

Rapport extr. 20180411

<b>7.3.1.: Le nombre d'avis radiés par mois/année et par type d'avis</b>						
<b>Année/mois</b>	<b>Avis de saisie</b>	<b>Avis de règlement collectif de dettes</b>	<b>Avis de délégation</b>	<b>Avis de cession</b>	<b>Avis de protêt</b>	<b>Totaux</b>
<b>1997-2010</b>		<b>15 905</b>			<b>34</b>	<b>15 939</b>
2011/01	1 289	202		138	2	<b>1 631</b>
2011/02	83 894	1 631	64	15 701		<b>101 290</b>
2011/03	117 173	2 184	110	17 163		<b>136 630</b>
2011/04	86 232	1 506	72	14 361	3	<b>102 174</b>
2011/05	92 395	1 917	70	15 582	3	<b>109 967</b>
2011/06	84 506	1 745	77	12 319	2	<b>98 649</b>
2011/07	69 249	1 208	50	12 558	2	<b>83 067</b>
2011/08	73 920	1 127	50	14 968		<b>90 065</b>
2011/09	80 837	1 800	70	16 326	2	<b>99 035</b>
2011/10	83 974	1 463	118	15 828	5	<b>101 388</b>
2011/11	82 558	1 484	72	16 429	1	<b>100 544</b>
2011/12	84 828	1 488	81	14 978	4	<b>101 379</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>940 855</b>	<b>17 755</b>	<b>834</b>	<b>166 351</b>	<b>24</b>	<b>1 125 819</b>
2012/01	73 165	1 526	50	15 624	4	<b>90 369</b>
2012/02	88 583	1 357	80	15 149	2	<b>105 171</b>
2012/03	102 721	1 851	68	13 580	5	<b>118 225</b>
2012/04	78 958	1 345	76	11 946	4	<b>92 329</b>
2012/05	77 135	1 142	58	12 567	6	<b>90 908</b>

2012/06	86 460	1 365	61	11 459	6	<b>99 351</b>
2012/07	76 172	1 170	69	13 495	6	<b>90 912</b>
2012/08	74 682	849	65	13 661	4	<b>89 261</b>
2012/09	72 445	1 351	63	13 254	2	<b>87 115</b>
2012/10	88 603	1 390	83	15 949	5	<b>106 030</b>
2012/11	80 179	1 047	73	14 880	2	<b>96 181</b>
2012/12	73 027	1 044	56	12 404	4	<b>86 535</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>972 130</b>	<b>15 437</b>	<b>802</b>	<b>163 968</b>	<b>50</b>	<b>1 152 387</b>
2013/01	80 620	1 146	77	14 505	2	<b>96 350</b>
2013/02	79 330	1 196	54	13 394	3	<b>93 977</b>
2013/03	84 780	1 194	73	12 255	4	<b>98 306</b>
2013/04	88 659	1 188	64	14 462	8	<b>104 381</b>
2013/05	87 384	1 038	77	14 583	5	<b>103 087</b>
2013/06	93 387	1 013	59	12 977	9	<b>107 445</b>
2013/07	84 485	1 198	77	13 149	11	<b>98 920</b>
2013/08	67 844	671	65	11 494	18	<b>80 092</b>
2013/09	70 480	860	52	13 331	77	<b>84 800</b>
2013/10	96 707	1 199	72	15 614	95	<b>113 687</b>
2013/11	73 355	1 468	67	13 957	103	<b>88 950</b>
2013/12	79 034	1 180	31	12 839	73	<b>93 157</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>986 065</b>	<b>13 351</b>	<b>768</b>	<b>162 560</b>	<b>408</b>	<b>1 163 152</b>
2014/01	87 940	1 531	60	13 797	94	<b>103 422</b>
2014/02	88 744	1 093	44	12 724	57	<b>102 662</b>
2014/03	92 426	915	47	11 831	69	<b>105 288</b>
2014/04	92 985	862	43	11 758	67	<b>105 715</b>
2014/05	79 661	809	61	10 355	79	<b>90 965</b>
2014/06	82 620	420	50	10 807	58	<b>93 955</b>
2014/07	83 136	349	60	9 535	50	<b>93 130</b>
2014/08	66 226	312	74	8 767	50	<b>75 429</b>
2014/09	75 215	288	41	10 040	55	<b>85 639</b>
2014/10	79 035	356	34	11 317	65	<b>90 807</b>

2014/11	60 721	283	30	8 772	57	<b>69 863</b>
2014/12	63 611	336	36	10 686	45	<b>74 714</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>952 320</b>	<b>7 554</b>	<b>580</b>	<b>130 389</b>	<b>746</b>	<b>1 091 589</b>
2015/01	31 059	286	1	3 022	31	<b>34 399</b>
2015/02	34 293	304	1	2 358	41	<b>36 997</b>
2015/03	39 288	256	1	3 420	35	<b>43 000</b>
2015/04	36 696	245		3 305	46	<b>40 292</b>
2015/05	27 182	207	1	3 200	67	<b>30 657</b>
2015/06	35 232	256	2	3 719	33	<b>39 242</b>
2015/07	26 911	230	1	3 152	56	<b>30 350</b>
2015/08	26 619	153		2 985	34	<b>29 791</b>
2015/09	28 357	205		3 533	42	<b>32 137</b>
2015/10	31 964	180	3	4 577	38	<b>36 762</b>
2015/11	31 130	153	1	3 526	32	<b>34 842</b>
2015/12	30 147	143	1	3 655	36	<b>33 982</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>378 878</b>	<b>2 618</b>	<b>12</b>	<b>40 452</b>	<b>491</b>	<b>422 451</b>
2016/01	31 957	146	1	3 298	32	<b>35 434</b>
2016/02	31 434	166	2	3 294	22	<b>34 918</b>
2016/03	35 800	189	2	3 603	35	<b>39 629</b>
2016/04	33 992	168		3 411	47	<b>37 618</b>
2016/05	29 788	83		3 591	44	<b>33 506</b>
2016/06	31 736	124		3 165	30	<b>35 055</b>
2016/07	26 919	60		2 664	22	<b>29 665</b>
2016/08	31 614	65	1	2 535	17	<b>34 232</b>
2016/09	26 032	59	1	2 894	27	<b>29 013</b>
2016/10	26 291	52		2 879	44	<b>29 266</b>
2016/11	24 355	52		2 533	31	<b>26 971</b>
2016/12	24 871	51	1	2 433	32	<b>27 388</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>354 789</b>	<b>1 215</b>	<b>8</b>	<b>36 300</b>	<b>383</b>	<b>392 695</b>
2017/01	23 200	43		2 145	26	<b>25 414</b>



2017/02	25 207	41		1 793	19	<b>27 060</b>
2017/03	32 247	32		1 976	39	<b>34 294</b>
2017/04	23 967	31		1 833	42	<b>25 873</b>
2017/05	24 858	10		1 691	20	<b>26 579</b>
2017/06	22 682	18		1 309	26	<b>24 035</b>
2017/07	22 760	15		1 063	26	<b>23 864</b>
2017/08	16 809	8	1	1 139	27	<b>17 984</b>
2017/09	15 126	12		1 521	18	<b>16 677</b>
2017/10	13 570	5		1 165	17	<b>14 757</b>
2017/11	8 655	8		804	8	<b>9 475</b>
2017/12	4 564	5		243		<b>4 812</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>233 645</b>	<b>228</b>	<b>1</b>	<b>16 682</b>	<b>268</b>	<b>250 824</b>
<b>Totaux:</b>	<b>4 818 682</b>	<b>74 063</b>	<b>3 005</b>	<b>716 702</b>	<b>2 404</b>	<b>5 614 856</b>

### 7.3.2. Nombre global d'avis radiés par déposant

Le tableau ci-dessous reprend le nombre d'avis radiés par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus, au cours d'une année donnée [il s'agit donc d'un instantané]. Ce nombre varie chaque année en fonction des avis qui ont effectivement été radiés.

#### LE NOMBRE D'AVIS RADIÉS PAR DÉPOSANT

7.3.2.: Le nombre d'avis radiés par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus		
DÉPOSANT	Année	Nombre d'avis radiés par année de référence (toutes catégories confondues)
<b>HUISSIERS DE JUSTICE</b>	2003-2010	34
	2011	1 046 452
	2012	1 026 863
	2013	1 017 531
	2014	877 179
	2015	347 251
	2016	323 874
	2017	208 849
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>4 848 033</b>
	<b>SPF FINANCES</b>	2011
2012		107 219
2013		128 225
2014		203 106
2015		70 516
2016		65 594
2017		40 758
<b>Sous-totaux:</b>	<b>675 161</b>	
<b>SPF JUSTICE</b>	1999-2010	2 526
	2011	7 663
	2012	6 320
	2013	4 833

	2014	2 082
	2015	265
	2016	227
	2017	66
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>23 982</b>
<b>MÉDIATEURS DE DETTES</b>	1999-2010	13 379
	2011	11 677
	2012	10 731
	2013	10 258
	2014	6 461
	2015	2 362
	2016	995
	2017	171
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>56 034</b>
<b>DÉBITEURS LOCAUX</b>	2011	284
	2012	1 254
	2013	2 305
	2014	2 761
	2015	2 057
	2016	2 005
	2017	980
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>11 646</b>
<b>Totaux:</b>		<b>5 614 856</b>

## 7.4. Nombres d'avis [valables] encore d'actualité

### 7.4.1. Nombre global d'avis [valables] encore d'actualité

Le tableau suivant reprend le nombre d'avis qui sont encore d'actualités [qui n'ont donc pas été radiés] par mois/année et par type d'avis ; il s'agit donc de la différence entre le tableau 7.2.1 et le tableau 7.3.1.

7.4.1.: Le nombre d'avis encore d'actualité [qui n'ont donc pas été radiés] par mois/année et par type d'avis						
1997-2010		12 059			122 969	135 028
2011/01	23	235	-	2	316	576
2011/02	771	1 226	-	934	317	3 248
2011/03	1 174	1 595	-	1 564	394	4 727
2011/04	996	1 112	-	1 524	379	4 011
2011/05	1 115	1 393	-	2 011	378	4 897
2011/06	1 029	1 269	-	1 425	315	4 038
2011/07	859	1 070	-	1 468	313	3 710
2011/08	1 041	917	-	1 995	337	4 290
2011/09	840	1 431	-	2 305	393	4 969
2011/10	1 013	1 291	-	2 595	323	5 222
2011/11	1 021	1 349	-	2 937	110	5 417
2011/12	1 402	1 210	-	3 056	355	6 023
<b>Sous-totaux:</b>	<b>11 284</b>	<b>14 098</b>	<b>-</b>	<b>21 816</b>	<b>3 930</b>	<b>51 128</b>
2012/01	1 861	1 295	-	3 665	330	7 151
2012/02	3 137	1 363	-	5 649	298	10 447
2012/03	3 329	1 604	1	12 143	326	17 403
2012/04	3 252	1 273	-	5 429	312	10 266
2012/05	3 695	1 202	-	5 942	360	11 199
2012/06	3 946	1 197	1	5 838	340	11 322
2012/07	3 328	1 202	-	3 250	300	8 080
2012/08	3 203	896	-	5 017	277	9 393
2012/09	3 068	1 337	-	5 109	219	9 733

2012/10	4 158	1 377	-	6 211	269	<b>12 015</b>
2012/11	4 169	1 124	2	5 321	282	<b>10 898</b>
2012/12	3 702	1 183	-	4 744	238	<b>9 867</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>40 848</b>	<b>15 053</b>	<b>4</b>	<b>68 318</b>	<b>3 551</b>	<b>127 774</b>
2013/01	3 542	1 341	1	5 426	267	<b>10 577</b>
2013/02	3 615	1 412	-	5 451	222	<b>10 700</b>
2013/03	3 425	1 505	-	5 249	287	<b>10 466</b>
2013/04	3 746	1 444	-	5 701	336	<b>11 227</b>
2013/05	3 702	1 355	-	7 402	327	<b>12 786</b>
2013/06	4 268	1 352	-	6 714	196	<b>12 530</b>
2013/07	4 082	1 541	-	7 458	211	<b>13 292</b>
2013/08	3 910	906	-	5 876	175	<b>10 867</b>
2013/09	3 683	1 317	-	6 376	238	<b>11 614</b>
2013/10	4 811	1 539	-	7 530	297	<b>14 177</b>
2013/11	3 966	1 595	3	7 819	333	<b>13 716</b>
2013/12	4 829	1 552	-	7 336	293	<b>14 010</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>47 579</b>	<b>16 859</b>	<b>4</b>	<b>78 338</b>	<b>3 182</b>	<b>145 962</b>
2014/01	4 583	1 594	1	7 263	297	<b>13 738</b>
2014/02	4 918	1 552	-	6 157	205	<b>12 832</b>
2014/03	5 435	1 480	1	3 655	290	<b>10 861</b>
2014/04	5 192	1 316	-	4 244	275	<b>11 027</b>
2014/05	4 931	1 314	-	3 916	312	<b>10 473</b>
2014/06	6 276	1 063	-	4 524	296	<b>12 159</b>
2014/07	5 405	986	-	3 625	294	<b>10 310</b>
2014/08	5 037	994	-	3 499	205	<b>9 735</b>
2014/09	6 890	915	-	3 936	209	<b>11 950</b>
2014/10	6 994	1 202	-	5 038	288	<b>13 522</b>
2014/11	7 627	1 094	-	3 558	309	<b>12 588</b>
2014/12	13 929	1 092	-	4 231	294	<b>19 546</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>77 217</b>	<b>14 602</b>	<b>2</b>	<b>53 646</b>	<b>3 274</b>	<b>148 741</b>

2015/01	47 756	1 042	33	10 913	262	<b>60 006</b>
2015/02	51 703	1 132	36	10 939	221	<b>64 031</b>
2015/03	59 269	1 289	37	9 746	294	<b>70 635</b>
2015/04	54 034	1 172	30	9 411	267	<b>64 914</b>
2015/05	43 759	986	36	8 141	302	<b>53 224</b>
2015/06	60 549	1 285	52	8 956	262	<b>71 104</b>
2015/07	42 991	1 035	47	8 324	210	<b>52 607</b>
2015/08	45 041	924	24	8 549	218	<b>54 756</b>
2015/09	48 859	997	47	9 024	252	<b>59 179</b>
2015/10	51 095	1 139	40	9 970	276	<b>62 520</b>
2015/11	51 232	1 120	45	9 495	322	<b>62 214</b>
2015/12	55 488	1 194	28	9 249	254	<b>66 213</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>611 776</b>	<b>13 315</b>	<b>455</b>	<b>112 717</b>	<b>3 140</b>	<b>741 403</b>
2016/01	52 547	1 090	30	8 628	214	<b>62 509</b>
2016/02	54 788	1 248	32	8 590	210	<b>64 868</b>
2016/03	61 911	1 314	38	9 422	229	<b>72 914</b>
2016/04	57 338	1 249	56	10 000	267	<b>68 910</b>
2016/05	52 383	1 268	43	10 557	216	<b>64 467</b>
2016/06	65 052	1 377	37	10 049	199	<b>76 714</b>
2016/07	51 931	1 168	23	8 706	188	<b>62 016</b>
2016/08	55 536	999	23	8 610	226	<b>65 394</b>
2016/09	55 101	951	22	9 617	264	<b>65 955</b>
2016/10	53 545	1 113	49	10 681	331	<b>65 719</b>
2016/11	52 320	983	40	9 217	337	<b>62 897</b>
2016/12	57 406	1 157	22	9 234	280	<b>68 099</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>669 858</b>	<b>13 917</b>	<b>415</b>	<b>113 311</b>	<b>2 961</b>	<b>800 462</b>
2017/01	56 369	1 054	26	9 011	219	<b>66 679</b>
2017/02	58 054	1 222	31	8 428	225	<b>67 960</b>
2017/03	76 355	1 426	39	10 295	301	<b>88 416</b>
2017/04	61 926	1 209	22	9 592	309	<b>73 058</b>
2017/05	68 320	1 201	36	10 055	287	<b>79 899</b>
2017/06	73 201	1 318	43	10 154	233	<b>84 949</b>

2017/07	67 878	1 160	21	9 844	183	<b>79 086</b>
2017/08	70 091	936	30	11 230	174	<b>82 461</b>
2017/09	67 685	1 079	19	13 164	171	<b>82 118</b>
2017/10	77 118	1 188	22	13 509	243	<b>92 080</b>
2017/11	74 647	1 198	31	11 918	205	<b>87 999</b>
2017/12	74 859	1 090	26	10 740	214	<b>86 929</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>826 503</b>	<b>14 081</b>	<b>346</b>	<b>127 940</b>	<b>2 764</b>	<b>971 634</b>
<b>Totaux</b>	<b>2 285 065</b>	<b>113 984</b>	<b>1 226</b>	<b>576 086</b>	<b>145 771</b>	<b>3 122 132</b>

## 7.4.2. Nombre global d'avis [valables] encore d'actualité par déposant

Le tableau ci-dessous montre le nombre d'avis [valables] encore d'actualité par déposant, par an et pour tous types d'avis confondus.

<b>Tabel 7.4.2.: Le nombre d'avis (valables) encore d'actualité par déposant, par année et pour tous les types d'avis confondus</b>		
<b>HUISSIERS DE JUSTICE</b>	1997-2010	122 969
	2011	36 907
	2012	111 361
	2013	128 455
	2014	133 393
	2015	596 215
	2016	634 669
	2017	782 686
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>2 546 655</b>
<b>SPF FINANCES</b>	2011	121
	2012	1 359
	2013	647
	2014	744
	2015	129 610
	2016	149 158
	2017	171 238
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>452 877</b>
<b>SPF JUSTICE</b>	1999-2010	12 059
	2011	14 100
	2012	15 054
	2013	16 860
	2014	14 604
	2015	14 147
	2016	14 830
	2017	14 900
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>116 554</b>



<b>DÉBITEURS LOCAUX</b>	2011	0
	2012	0
	2013	0
	2014	0
	2015	1 431
	2016	1 805
	2017	2 810
	<b>Sous-totaux:</b>	<b>6 046</b>
<b>Totaux:</b>		<b>3 122 132</b>

## **7.5. Tableau 5 : nombre d'avis déposés à l'encontre d'une « entreprise » vis-à-vis du nombre d'avis déposés à l'encontre d'un débiteur – particulier.**

### *7.5.1. Nombre global*

Nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/par année. Ces parties doivent être distinguées comme suit :

- Les entreprises sont toutes les parties titulaires d'un numéro de BCE, c'est-à-dire à la fois les personnes morales et les commerçants/indépendants.
- Toutes les autres parties sont classés comme des personnes physiques, qui sont les parties ayant un NRN [Numéro de registre national] ou sans NRN ni numéro de BCE, désignées « parties TER » dans le FCA.

Nous distinguons 2 tableaux :

- Tableau 7.5.1 : le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/année et réparties par type d'avis
  - ⇒ Remarque : les avis de RCD et les avis de délégation peuvent bien évidemment n'être déposés qu'à charge de personnes physiques.
- Tableau 7.5.2 : le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année

À des fins de contrôle, le total général doit correspondre entre les tableaux 7.5.1 et 7.5.2, ainsi qu'avec le nombre total d'avis déposés dans le tableau 1.

Nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/année et réparties par type d'avis..

**7.5.1.: Le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises par mois/année et répartis par type d'avis**

Année/mois	Catégorie d'avis à charge d'une entreprise			
	Avis de cession	Avis de protêt	Avis de saisie	Totaux
<b>1997-2010</b>		<b>123 003</b>		<b>123 003</b>
2011/01	-	318	231	<b>549</b>
2011/02	-	317	18485	<b>18802</b>
2011/03	-	394	25852	<b>26246</b>
2011/04	-	382	18314	<b>18696</b>
2011/05	-	381	20197	<b>20578</b>
2011/06	-	317	18211	<b>18528</b>
2011/07	-	315	14470	<b>14785</b>
2011/08	-	337	14335	<b>14672</b>
2011/09	-	395	15413	<b>15808</b>
2011/10	16	328	15552	<b>15896</b>
2011/11	2	111	17306	<b>17419</b>
2011/12	2	359	19967	<b>20328</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>20</b>	<b>3954</b>	<b>198333</b>	<b>202307</b>
2012/01	-	333	15003	<b>15336</b>
2012/02	2	299	19297	<b>19598</b>
2012/03	7	330	20990	<b>21327</b>
2012/04	-	315	16604	<b>16919</b>
2012/05	-	366	17926	<b>18292</b>
2012/06	1	345	20477	<b>20823</b>
2012/07	-	306	15711	<b>16017</b>
2012/08	2	281	14699	<b>14982</b>
2012/09	10	221	14236	<b>14467</b>
2012/10	10	274	17102	<b>17386</b>
2012/11	2	284	16804	<b>17090</b>
2012/12	9	241	17343	<b>17593</b>

<b>Sous-totaux::</b>	<b>43</b>	<b>3595</b>	<b>206192</b>	<b>209830</b>
2013/01	5	269	16821	<b>17095</b>
2013/02	-	225	18419	<b>18644</b>
2013/03	-	289	19384	<b>19673</b>
2013/04	-	343	19772	<b>20115</b>
2013/05	-	332	18762	<b>19094</b>
2013/06	-	204	19512	<b>19716</b>
2013/07	-	221	16484	<b>16705</b>
2013/08	-	192	14377	<b>14569</b>
2013/09	17	313	17269	<b>17599</b>
2013/10	4	377	22456	<b>22837</b>
2013/11	3	423	17558	<b>17984</b>
2013/12	-	355	20152	<b>20507</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>29</b>	<b>3543</b>	<b>220966</b>	<b>224538</b>
2014/01	2	379	18821	<b>19202</b>
2014/02	2	255	20459	<b>20716</b>
2014/03	4	343	19550	<b>19897</b>
2014/04	2	328	21030	<b>21360</b>
2014/05	1	365	17983	<b>18349</b>
2014/06	2	314	21000	<b>21316</b>
2014/07	1	308	16390	<b>16699</b>
2014/08	9	244	15751	<b>16004</b>
2014/09	3	253	20988	<b>21244</b>
2014/10	5	337	19592	<b>19934</b>
2014/11	5	349	16530	<b>16884</b>
2014/12	3	313	17453	<b>17769</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>39</b>	<b>3788</b>	<b>225547</b>	<b>229374</b>
2015/01	2	268	15253	<b>15523</b>
2015/02	1	225	20751	<b>20977</b>
2015/03	8	306	21672	<b>21986</b>
2015/04	4	305	21056	<b>21365</b>
2015/05	9	349	17915	<b>18273</b>
2015/06	2	285	21892	<b>22179</b>
2015/07	2	257	12604	<b>12863</b>

2015/08	-	243	15549	<b>15792</b>
2015/09	6	279	16249	<b>16534</b>
2015/10	1	302	17449	<b>17752</b>
2015/11	1	343	17946	<b>18290</b>
2015/12	6	275	18469	<b>18750</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>42</b>	<b>3437</b>	<b>216805</b>	<b>220284</b>
2016/01	-	236	14759	<b>14995</b>
2016/02	1	222	18912	<b>19135</b>
2016/03	3	255	20820	<b>21078</b>
2016/04	8	295	19500	<b>19803</b>
2016/05	6	254	18749	<b>19009</b>
2016/06	2	222	21485	<b>21709</b>
2016/07	9	203	15 471	<b>15 683</b>
2016/08	7	233	18 259	<b>18 499</b>
2016/09	2	286	15 961	<b>16 249</b>
2016/10	7	356	15 587	<b>15 950</b>
2016/11	3	358	15 147	<b>15 508</b>
2016/12	11	305	18 635	<b>18 951</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>59</b>	<b>3 225</b>	<b>213 285</b>	<b>216 569</b>
2017/01	6	239	14 276	<b>14 521</b>
2017/02	8	221	19 374	<b>19 603</b>
2017/03	10	334	22 593	<b>22 937</b>
2017/04	7	348	22 199	<b>22 554</b>
2017/05	9	298	21 410	<b>21 717</b>
2017/06	19	257	19 756	<b>20 032</b>
2017/07	9	204	20 525	<b>20 738</b>
2017/08	15	191	17 300	<b>17 506</b>
2017/09	11	181	17 793	<b>17 985</b>
2017/10	7	249	21 108	<b>21 364</b>
2017/11	11	203	15 752	<b>15 966</b>
2017/12	9	202	16 212	<b>16 423</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>121</b>	<b>2 927</b>	<b>228 298</b>	<b>231 346</b>
<b>Totaux</b>	<b>353</b>	<b>147 472</b>	<b>1 509426</b>	<b>1 657 251</b>

Année/mois	Catégorie d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une "entreprise"					Totaux
	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	
<b>1997-2010</b>		<b>27 964</b>				<b>27 964</b>
2011/01	1081	437	-	140	-	<b>1658</b>
2011/02	66180	2857	64	16635	-	<b>85736</b>
2011/03	92495	3779	110	18727	-	<b>115111</b>
2011/04	68914	2618	72	15885	-	<b>87489</b>
2011/05	73313	3310	70	17593	-	<b>94286</b>
2011/06	67324	3014	77	13744	-	<b>84159</b>
2011/07	55638	2278	50	14026	-	<b>71992</b>
2011/08	60626	2044	50	16963	-	<b>79683</b>
2011/09	66264	3231	70	18631	-	<b>88196</b>
2011/10	69435	2754	118	18407	-	<b>90714</b>
2011/11	66273	2833	72	19364	-	<b>88542</b>
2011/12	66263	2698	81	18032	-	<b>87074</b>
<b>Sous-totaux::</b>	<b>753806</b>	<b>31853</b>	<b>834</b>	<b>188147</b>	<b>-</b>	<b>974640</b>
2012/01	60023	2821	50	19289	1	<b>82184</b>
2012/02	72423	2720	80	20796	1	<b>96020</b>
2012/03	85060	3455	69	25716	1	<b>114301</b>
2012/04	65606	2618	76	17375	1	<b>85676</b>
2012/05	62904	2344	58	18509	-	<b>83815</b>
2012/06	69929	2562	62	17296	1	<b>89850</b>
2012/07	63789	2372	69	16745	-	<b>82975</b>
2012/08	63186	1745	65	18676	-	<b>83672</b>
2012/09	61277	2688	63	18353	-	<b>82381</b>
2012/10	75659	2767	83	22150	-	<b>100659</b>
2012/11	67544	2171	75	20199	-	<b>89989</b>
2012/12	59386	2227	56	17139	1	<b>78809</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>806786</b>	<b>30490</b>	<b>806</b>	<b>232243</b>	<b>6</b>	<b>1070331</b>

2013/01	67341	2487	78	19926	-	<b>89832</b>
2013/02	64526	2608	54	18845	-	<b>86033</b>
2013/03	68821	2699	73	17504	2	<b>89099</b>
2013/04	72633	2632	64	20163	1	<b>95493</b>
2013/05	72324	2393	77	21985	-	<b>96779</b>
2013/06	78143	2365	59	19691	1	<b>100259</b>
2013/07	72083	2739	77	20607	1	<b>95507</b>
2013/08	57377	1577	65	17370	1	<b>76390</b>
2013/09	56894	2177	52	19690	2	<b>78815</b>
2013/10	79062	2738	72	23140	15	<b>105027</b>
2013/11	59763	3063	70	21773	13	<b>84682</b>
2013/12	63711	2732	31	20175	11	<b>86660</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>812678</b>	<b>30210</b>	<b>772</b>	<b>240869</b>	<b>47</b>	<b>1084576</b>
2014/01	73702	3125	61	21058	12	<b>97958</b>
2014/02	73203	2645	44	18879	7	<b>94778</b>
2014/03	78311	2395	48	15482	16	<b>96252</b>
2014/04	77147	2178	43	16000	14	<b>95382</b>
2014/05	66609	2123	61	14270	26	<b>83089</b>
2014/06	67896	1483	50	15329	40	<b>84798</b>
2014/07	72151	1335	60	13159	36	<b>86741</b>
2014/08	55512	1306	74	12257	11	<b>69160</b>
2014/09	61117	1203	41	13973	11	<b>76345</b>
2014/10	66437	1558	34	16350	16	<b>84395</b>
2014/11	51818	1377	30	12325	17	<b>65567</b>
2014/12	60087	1428	36	14914	26	<b>76491</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>803990</b>	<b>22156</b>	<b>582</b>	<b>183996</b>	<b>232</b>	<b>1010956</b>
2015/01	63562	1328	34	13933	25	<b>78882</b>
2015/02	65245	1436	37	13296	37	<b>80051</b>
2015/03	76885	1545	38	13158	23	<b>91649</b>
2015/04	69674	1417	30	12712	8	<b>83841</b>
2015/05	53026	1193	37	11332	20	<b>65608</b>
2015/06	73889	1541	54	12673	10	<b>88167</b>
2015/07	57298	1265	48	11474	9	<b>70094</b>
2015/08	56111	1077	24	11534	9	<b>68755</b>

2015/09	60967	1202	47	12551	15	<b>74782</b>
2015/10	65610	1319	43	14546	12	<b>81530</b>
2015/11	64416	1273	46	13020	11	<b>78766</b>
2015/12	67166	1337	29	12898	15	<b>81445</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>773849</b>	<b>15933</b>	<b>467</b>	<b>153127</b>	<b>194</b>	<b>943570</b>
2016/01	69745	1236	31	11926	10	<b>82948</b>
2016/02	67310	1414	34	11883	10	<b>80651</b>
2016/03	76891	1503	40	13022	9	<b>91465</b>
2016/04	71830	1417	56	13403	19	<b>86725</b>
2016/05	63422	1351	43	14142	6	<b>78964</b>
2016/06	75303	1501	37	13212	7	<b>90060</b>
2016/07	63 379	1 228	23	11 361	7	<b>75 998</b>
2016/08	68 891	1 064	24	11 138	10	<b>81 127</b>
2016/09	65 172	1 010	23	12 509	5	<b>78 719</b>
2016/10	64 249	1 165	49	13 553	19	<b>79 035</b>
2016/11	61 528	1 035	40	11 747	10	<b>74 360</b>
2016/12	63 642	1 208	23	11 656	7	<b>76 536</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>811 362</b>	<b>15 132</b>	<b>423</b>	<b>149 552</b>	<b>119</b>	<b>976 588</b>
2017/01	65 293	1 097	26	11 150	6	<b>77 572</b>
2017/02	63 887	1 263	31	10 213	23	<b>75 417</b>
2017/03	86 009	1 458	39	12 261	6	<b>99 773</b>
2017/04	63 694	1 240	22	11 418	3	<b>76 377</b>
2017/05	71 768	1 211	36	11 737	9	<b>84 761</b>
2017/06	76 127	1 336	43	11 444	2	<b>88 952</b>
2017/07	70 113	1 175	21	10 898	5	<b>82 212</b>
2017/08	69 600	944	31	12 354	10	<b>82 939</b>
2017/09	65 018	1 091	19	14 674	8	<b>80 810</b>
2017/10	69 580	1 193	22	14 667	11	<b>85 473</b>
2017/11	67 550	1 206	31	12 711	10	<b>81 508</b>
2017/12	63 211	1 095	26	10 974	12	<b>75 318</b>
<b>Sous-totaux:</b>	<b>831 850</b>	<b>14 309</b>	<b>347</b>	<b>144 501</b>	<b>105</b>	<b>991 112</b>
<b>Totaux</b>	<b>5 594321</b>	<b>188 047</b>	<b>4 231</b>	<b>1 292435</b>	<b>703</b>	<b>7 079737</b>



## 7.5.2. Nombre global par déposant

Nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année.

<b>7.5.2.: Le nombre d'avis déposés concernant des personnes physiques et des entreprises, par déposant et par année</b>			
<b>Déposant</b>	<b>Année</b>	<b>Le nombre d'avis à charge d'une entreprise</b>	<b>Le nombre d'avis à charge d'un débiteur n'ayant pas la qualité d'une "entreprise", par déposant et par an</b>
<b>HUISSIER DE JUSTICE</b>	1997-2010	123 003	0
	2011	191 813	891 546
	2012	195 124	943 100
	2013	204 224	941 762
	2014	193 460	817 112
	2015	182 594	760 872
	2016	172 872	785 671
	2017	187 629	803 906
	<b>Sous-total</b>	<b>1 450 719</b>	<b>5 943 969</b>
<b>SPF FINANCES</b>	2011	10 280	49 584
	2012	14 354	94 224
	2013	19 800	109 072
	2014	35 724	168 126
	2015	37 437	162 689
	2016	43 440	171 312
	2017	43 413	168 583
	<b>Sous-total</b>	<b>204 448</b>	<b>923 590</b>

<b>SPF JUSTICE</b>	1999-2010	0	27 964
	2011	193	33 247
	2012	277	31 828
	2013	375	31 576
	2014	109	23 038
	2015	107	16 667
	2016	144	15 908
	2017	131	15 006
	<b>Sous-total</b>	<b>1 336</b>	<b>195 234</b>
<b>DÉBITEURS LOCAUX</b>	2011	21	263
	2012	75	1 179
	2013	139	2 166
	2014	81	2 680
	2015	147	3 341
	2016	214	3 596
	2017	173	3 617
	<b>Sous-total</b>	<b>850</b>	<b>16 842</b>
<b>Total:</b>		<b>1 657 353</b>	<b>7 079 635</b>



© Koen Maenhout

## 7.6. Totaux absolus par rapport aux totaux relatifs

Les tableaux ci-dessous reprennent les totaux absolus par rapport aux totaux relatifs par type d'avis.

Totaux absolus : le nombre d'avis déposés par type d'avis ;

Totaux relatifs : par type d'avis, le nombre de débiteurs avec 1, 2 ou plusieurs avis à leur nom.

7.6.1. Tous les avis

7.6.1.: Le nombre de débiteurs, indépendamment du type d'avis, donc actifs aussi bien que radiés							
A la fin de 2017	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Total	Le nombre de débiteurs uniques
1 avis	633 096	177 802	2 683	160 152	16 754	990 487	673 260
2 avis	253 390	4 938	444	123 515	6 231	388 518	279 210
> 2 avis	697 933	118	181	178 047	13 641	889 920	840 548
<b>Totaux # débiteurs</b>	<b>1 584 419</b>	<b>182 858</b>	<b>3 308</b>	<b>461 714</b>	<b>36 626</b>	<b>2 268 925</b>	<b>1 793 018</b>

7.6.2. Tous les avis encore actifs.

7.6.2.: Le nombre de débiteurs avec des avis actifs seulement							
A la fin de 2017	Avis de saisie	Avis de règlement collectif de dettes	Avis de délégation	Avis de cession	Avis de protêt	Total	Le nombre de débiteurs uniques
1 avis	356 629	113 964	904	105 890	16 493	593 880	416 804
2 avis	141 774	8	104	79 079	6 133	227 098	176 065
> 2 avis	274 699	-	35	72 549	13 448	360 731	416 804
<b>Totaux # débiteurs</b>	<b>773 102</b>	<b>113 972</b>	<b>1 043</b>	<b>257 518</b>	<b>36 074</b>	<b>1 181 709</b>	<b>1 009 673</b>

## 7.7. Nombre de consultations du FCA

### 7.7.1. Nombre global de consultations du FCA.

7.7.1.: Le nombre de recherches/consultations (toutes catégories confondues)								
Année/mois	Huissiers de Justice	Notaires	Avocats	SPF Finances	SPF Justice	Média-teurs	Déb. Loc.	Totaux
2011/01	1 670	25	-	-	230	-		1 925
2011/02	182 168	1 053	8	147	11 446	-		194 822
2011/03	362 280	2 423	59	23 296	23 917	-		411 975
2011/04	332 098	1 762	87	28 873	29 720	-		392 540
2011/05	366 051	2 509	195	27 619	14 725	-		411 099
2011/06	304 613	2 077	110	23 736	13 860	-		344 396
2011/07	305 549	2 128	212	21 333	9 956	-		339 178
2011/08	340 653	2 517	118	43 373	9 864	-		396 525
2011/09	375 904	3 088	276	68 813	16 123	-		464 204
2011/10	398 676	3 018	356	63 664	13 566	-		479 280
2011/11	418 642	3 959	441	54 500	14 708	-		492 250
2011/12	415 920	3 385	233	48 863	14 621	-		483 022
<b>Sous-totaux</b>	<b>3 804 224</b>	<b>27 944</b>	<b>2 095</b>	<b>404 217</b>	<b>172 736</b>	-		<b>4 411 216</b>
2012/01	452 533	4 040	511	62 471	15 891	-		535 446
2012/02	471 274	5 057	406	69 479	15 916	-		562 132
2012/03	510 749	4 881	678	95 762	19 796	-		631 866
2012/04	432 200	4 343	348	78 149	14 696	-		529 736
2012/05	481 728	4 924	635	76 722	14 236	-		578 245
2012/06	508 193	6 279	537	79 735	21 808	-		616 552
2012/07	513 654	4 739	619	71 675	13 853	-		604 540
2012/08	495 105	6 020	2 831	59 984	10 813	-		574 753
2012/09	471 018	6 067	580	67 847	17 554	-		563 066
2012/10	581 816	8 854	1 112	81 933	18 720	-		692 435
2012/11	587 908	8 564	893	57 400	17 018	-		671 783
2012/12	455 547	7 721	437	52 234	15 570	-		531 509
<b>Sous-totaux</b>	<b>5 961 725</b>	<b>71 489</b>	<b>9 587</b>	<b>853 391</b>	<b>195 871</b>	-		<b>7 092 063</b>
2013/01	640 493	10 920	987	85 039	18 541	-		755 980
2013/02	570 215	8 741	840	81 534	17 871	-		679 201
2013/03	620 661	8 814	889	81 457	19 681	-		731 502
2013/04	648 048	9 606	944	55 707	18 082	-		732 387

2013/05	645 939	8 749	204	54 719	17 225	-		<b>726 836</b>
2013/06	640 783	8 759	213	56 742	18 649	-		<b>725 146</b>
2013/07	700 802	9 361	131	49 582	19 448	-		<b>779 324</b>
2013/08	603 987	7 540	186	37 184	11 202	-		<b>660 099</b>
2013/09	647 197	10 036	152	39 120	13 842	684		<b>711 031</b>
2013/10	735 899	11 690	171	31 097	16 033	6 212		<b>801 102</b>
2013/11	692 333	10 096	117	23 900	15 841	7 723		<b>750 010</b>
2013/12	658 775	8 600	110	25 890	12 516	7 367		<b>713 258</b>
<b>Sous-totaux</b>	<b>7 805 132</b>	<b>112 912</b>	<b>4 944</b>	<b>621 971</b>	<b>198 931</b>	<b>21 986</b>	<b>-</b>	<b>8 765 876</b>
2014/01	762 556	12 156	166	33 809	13 501	9 432		<b>831 620</b>
2014/02	815 217	9 909	132	33 758	11 916	8 316		<b>879 248</b>
2014/03	868 924	10 227	143	35 115	10 050	7 857		<b>932 316</b>
2014/04	780 461	9 997	182	36 485	9 311	7 489		<b>843 925</b>
2014/05	739 056	9 332	108	40 608	9 304	7 756		<b>806 164</b>
2014/06	723 201	9 991	153	54 929	8 584	9 054		<b>805 912</b>
2014/07	748 117	9 383	143	37 131	7 565	8 040		<b>810 379</b>
2014/08	659 918	8 284	142	26 843	6 891	7 233		<b>709 311</b>
2014/09	896 179	11 018	162	29 561	8 027	11 889	26	<b>956 862</b>
2014/10	860 359	13 098	217	34 904	8 643	17 015	61	<b>934 297</b>
2014/11	774 004	10 111	146	29 896	6 482	13 263	165	<b>834 067</b>
2014/12	726 657	10 884	158	37 966	6 753	11 830	437	<b>794 685</b>
<b>Sous-totaux</b>	<b>9 354 649</b>	<b>124 390</b>	<b>1 852</b>	<b>431 005</b>	<b>107 027</b>	<b>119 174</b>	<b>689</b>	<b>10 138 786</b>
2015/01	873 748	11 866	159	32 092	6 985	12 523	2 435	<b>939 808</b>
2015/02	821 364	11 121	273	32 586	7 462	14 493	2 900	<b>890 199</b>
2015/03	1 006 292	13 606	212	37 180	8 525	16 332	5 633	<b>1 087 780</b>
2015/04	830 373	10 534	224	34 918	6 855	9 953	4 172	<b>897 029</b>
2015/05	687 550	9 808	494	35 713	6 030	10 895	2 404	<b>752 894</b>
2015/06	920 631	11 681	1 608	42 636	8 302	13 143	3 553	<b>1 001 554</b>
2015/07	774 130	10 077	1 741	19 756	5 385	17 428	2 555	<b>831 072</b>
2015/08	748 107	9 693	1 938	19 559	4 570	12 422	2 804	<b>799 093</b>
2015/09	864 614	12 596	3 543	23 842	6 864	14 433	3 805	<b>929 697</b>
2015/10	857 073	13 660	3 910	31 225	8 232	17 876	4 744	<b>936 720</b>
2015/11	797 534	11 776	3 989	27 677	7 221	16 612	3 153	<b>867 962</b>
2015/12	730 546	12 089	2 348	24 494	5 656	18 642	2 739	<b>786 514</b>

<b>Sous-totaux</b>	<b>9 911 962</b>	<b>138 507</b>	<b>20 439</b>	<b>361 678</b>	<b>82 087</b>	<b>174 752</b>	<b>40 897</b>	<b>10 730 322</b>
2016/01	828 286	14 544	4 129	29 841	6 058	14 042	3 671	<b>900 571</b>
2016/02	915 398	13 521	4 046	36 565	6 709	34 425	3 961	<b>1 014 625</b>
2016/03	953 876	18 385	3 591	38 279	7 623	18 955	4 503	<b>1 045 212</b>
2016/04	830 039	16 114	4 416	36 169	8 019	14 580	4 554	<b>913 891</b>
2016/05	793 371	14 207	4 353	42 064	5 678	13 649	3 451	<b>876 773</b>
2016/06	853 243	13 245	4 241	47 511	6 739	14 279	3 811	<b>943 069</b>
2016/07	676 157	11 759	4 357	29 562	5 165	10 270	2 185	<b>739 455</b>
2016/08	908 854	13 624	3 054	28 650	5 222	9 653	2 869	<b>971 926</b>
2016/09	921 414	15 638	3 834	32 549	7 257	15 558	3 727	<b>999 977</b>
2016/10	849 984	14 768	5 408	29 741	10 923	26 354	4 348	<b>941 526</b>
2016/11	844 495	16 627	4 509	23 896	6 709	21 481	4 183	<b>921 900</b>
2016/12	760 856	13 712	3 676	27 745	6 348	18 117	2 666	<b>833 120</b>
<b>Sous-totaux</b>	<b>10 135 973</b>	<b>176 144</b>	<b>49 614</b>	<b>402 572</b>	<b>82 450</b>	<b>211 363</b>	<b>43 929</b>	<b>11 102 045</b>
2017/01	917 992	13 478	5 196	32 539	6 072	18 805	4 652	<b>998 734</b>
2017/02	950 844	13 821	4 545	29 335	6 702	16 057	4 253	<b>1 025 557</b>
2017/03	993 553	16 027	5 361	33 501	7 306	18 330	49 187	<b>1 123 265</b>
2017/04	793 651	13 413	5 275	28 893	5 784	12 644	63 444	<b>923 104</b>
2017/05	927 944	18 573	5 930	34 982	6 516	14 596	59 024	<b>1 067 565</b>
2017/06	881 765	20 198	4 144	34 364	6 031	13 292	67 669	<b>1 027 463</b>
2017/07	903 873	14 368	4 281	28 003	5 064	11 578	32 785	<b>999 952</b>
2017/08	924 060	16 534	4 327	26 737	4 523	10 262	3 889	<b>990 332</b>
2017/09	881 779	18 705	4 586	25 235	5 346	13 904	97 957	<b>1 047 512</b>
2017/10	959 976	19 267	6 867	31 470	6 657	14 577	46 940	<b>1 085 754</b>
2017/11	1 031 828	21 203	5 605	25 097	5 449	15 069	35 200	<b>1 139 451</b>
2017/12	755 828	18 094	5 258	26 367	5 606	11 608	6 616	<b>829 377</b>
<b>Sous-totaux</b>	<b>10 923 093</b>	<b>203 681</b>	<b>61 375</b>	<b>356 523</b>	<b>71 056</b>	<b>170 722</b>	<b>471 616</b>	<b>12 258 066</b>
<b>Totaux</b>	<b>57 896 758</b>	<b>855 067</b>	<b>149 906</b>	<b>3 431 357</b>	<b>910 158</b>	<b>697 997</b>	<b>557 131</b>	<b>64 498 374</b>

**7.7.2.: Le nombre de consultations payantes par groupe d'utilisateurs et les redevances dues à la clôture de l'année écoulée**

**ANNÉE 2013**

Consultants	Nombre de Consultations
Huissiers de Justice	1 452 718
notaires	35 545
Avocats [OVB]	1 947
Redevances reçus via les greffes	3 194
<b>Totaux pour 2013</b>	<b>1 493 404</b>

**ANNÉE 2014**

Consultants	Nombre de Consultations
Huissiers de Justice	400 884
notaires	7 021
Avocats [OVB]	410
Redevances reçus via les greffes	
<b>Totaux pour 2014</b>	<b>408 315</b>

Voor de detailberekening van de correcties zie eindafrekening-correcties 2014  
betreft de creditnota's opgemaakt eind 2014

**ANNÉE 2015**

Consultants	Nombre de Consultations
Huissiers de Justice	1 749 717
notaires	25 238
Avocats [OVB]	4 005
<b>Totaux pour 2015</b>	<b>1 778 960</b>
correction 2015 - VLABEL & NKGB	102 971
<b>Totaux 2015 après correction:</b>	<b>1 675 989</b>

**ANNÉE 2016**

Consultants	Nombre de Consultations
Huissiers de Justice	1 892 562
notaires	32 031
Avocats [OVB]	7 385
<b>Totaux pour 2016</b>	<b>1 931 978</b>
correction 2016 - VLABEL & NKGB	102 352
<b>Totaux 2016 après correction:</b>	<b>1 829 626</b>

**ANNÉE 2017**

Consultants	Nombre de Consultations
Huissiers de Justice	1 881 194
notaires	36 527
Avocats [OVB]	9 065
<b>Totaux pour 2016</b>	<b>1 926 786</b>
correction 2017 - VLABEL & NKGB	10 804
<b>Totaux 2017 après correction:</b>	<b>1 915 982</b>



**7.7.2.: Le nombre de consultations payantes par groupe d'utilisateurs et les redevances dues à la clôture de l'année écoulée**

Redevance	Total encaissé
4,00 €	5 810 872,00 €
4,00 €	142 180,00 €
4,00 €	7 788,00 €
4,00 €	12 776,00 €
<b>4,00 €</b>	<b>5 973 616,00 €</b>

Redevance 4 €	27/03-31/12/2014	Redevance 2 €	
sous-totaux	Nombre de Consultations	sous-totaux	Chiffre d'affaire totale
1 603 536,00 €	1 184 988	2 369 976,00 €	3 973 512,00 €
28 084,00 €	15 945	31 890,00 €	59 974,00 €
1 640,00 €	1 392	2 784,00 €	4 424,00 €
	1 101	2 202,00 €	2 202,00 €
<b>1 633 260,00 €</b>	<b>1 203 426</b>	<b>2 406 852,00 €</b>	<b>4 040 112,00 €</b>
	correction 2011	185 -	740,00 €
	correction 2012	114 -	456,00 €
	correction 2013	324 -	1 296,00 €
	correction 2014 - VLABEL	106 492	299 272,00 €
	correction 2014 - NKGB	73 -	194,00 €
	correction totale 2011-2014	<b>107 188</b> -	<b>301 958,00 €</b>
Totaux 2014 après correction:	<b>1 504 553</b>		<b>3 738 154,00 €</b>

Redevance	Total encaissé
2,00 €	3 499 434,00 €
2,00 €	50 476,00 €
2,00 €	8 010,00 €
	<b>3 557 920,00 €</b>
2,00 €	-205 942,00 €
	<b>3 351 978,00 €</b>

Redevance	Total encaissé
2,00 €	3 785 124,00 €
2,00 €	64 062,00 €
2,00 €	14 770,00 €
	<b>3 863 956,00 €</b>
2,00 €	-204 704,00 €
	<b>3 659 252,00 €</b>

Redevance	Total encaissé
2,00 €	3 762 388,00 €
2,00 €	73 054,00 €
2,00 €	18 130,00 €
	<b>3 853 572,00 €</b>
2,00 €	-21 608,00 €
	<b>3 831 964,00 €</b>

## 8. Liste d'abréviations

CGS	Comité de gestion et de surveillance
CNHB	Chambre Nationale des huissiers de justice de la Belgique
FCA	Fichier Central des Avis de Saisie
SAM-TES	Porte le rôle social et médiateur des huissiers de justice à l'attention du public par le biais des divers médias et canaux de communication
RGPD	Règlement Générale sur la Protection des données
DPO	Data Protection Officer [Délégué à la protection des données]
CEO	Chief Executive Officer
RCD	Le Règlement Collectif de Dettes
DÉB.LOC.	Débiteurs locaux
BCE	Banque-Carrefour des entreprises
NRN	Numéro de registre national
TER	Les tiers